

LA CROIX

Serge Michailof : « Il faut redéfinir les priorités de l'aide au développement »

Par Recueilli par Antoine d'Abundo, le 25/1/2018 à 10h25

Serge Michailof est chercheur associé à l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris).

Pour ce spécialiste des pays fragiles, la cause profonde des conflits actuels tient plus à la dégradation politique, économique et sociale qu'à la religion.



La Croix : Après les conflits de domination entre puissances développées au siècle dernier, le monde connaît des conflits plus localisés où la religion semble jouer un rôle moteur. Partagez-vous ce constat ?

Serge Michailof : Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les Occidentaux ont connu quelques crises graves, mais qui n'ont jamais dégénéré. Heureusement d'ailleurs, car un conflit nucléaire signerait sans doute la fin de notre monde.

Depuis la fin de la guerre froide, le monde connaît en revanche des conflits localisés mais sanglants – on pense à l'Afghanistan, à l'Irak, à la Syrie – où la dimension religieuse semble renvoyer au « choc des civilisations » que développe Samuel Huntington dans son essai du même nom. Mais ce point de vue me paraît réducteur. Les conflits modernes sont des phénomènes complexes où le facteur religieux s'ajoute à beaucoup d'autres mais n'est pas forcément déterminant.

Quelles sont les principales causes de conflits ?

S. M : La démographie en est un, souvent oublié. Beaucoup de pays du Sud connaissent une très forte croissance de leur population qui jette sur des marchés du travail atones une masse de jeunes gens. L'Afghanistan, par exemple, devrait trouver chaque année un emploi à 400 000 jeunes hommes alors que le pays est en complète faillite. On comprend que les groupes armés talibans et les réseaux de l'opium n'aient aucun mal à recruter.

LIRE AUSSI : « La dégradation des États et de la sécurité dans le Sahel est générale »

Un autre facteur renvoie à l'hétérogénéité ethnique et religieuse de ces pays qui tient souvent à la manière dont les puissances occidentales avaient découpé les frontières. Cette hétérogénéité crée un mélange potentiellement explosif qui ne demande qu'à sauter lorsque des groupes se sentent exclus. Les dysfonctionnements de l'appareil régaliens – police, justice, armée – jouent un rôle de détonateur. Les violences, les exactions, la corruption, les prédatations exercées sous couvert de l'État suscitent un ressentiment qui alimente les tensions.

C'est dans ce contexte socio-économique très dégradé que les conflits surgissent. La dimension religieuse ou ethnique n'intervient, si l'on peut dire, qu'après coup, pour rajouter de l'huile sur le feu même si dans certains cas elle peut occulter les autres facteurs et prendre le dessus.

Comment faire face ?

S. M. : Recourir à la force armée peut être nécessaire, mais n'est jamais suffisant. On le voit au Mali où l'opération Barkhane menée par l'armée française permet de limiter l'ampleur du conflit mais ne règle pas un problème qui est d'abord politique dans un environnement social désastreux. Il y a un risque qu'au fur et à mesure que le temps passe, notre armée soit perçue comme une armée d'occupation.

L'aide au développement est-elle efficace ?

S. M : Elle ne peut ni résoudre des conflits politiques ni provoquer à elle seule le développement. De plus, son efficacité est souvent limitée faute d'être ciblée sur les vrais problèmes. L'aide publique au développement a été conçue, à l'origine, comme un outil de la guerre froide et pour faciliter les décolonisations. Puis elle s'est reconvertie dans la lutte contre la pauvreté ce qui l'a conduit à se focaliser sur le social. Dans les pays fragiles ou en conflit, il faut redéfinir ses priorités et concentrer ses efforts dans trois domaines : le soutien à l'agriculture, la reconstruction d'appareils d'État efficaces, et la maîtrise de la démographie. Or, l'aide continue de négliger ces problèmes.

L'Afghanistan offre, là encore, un parfait exemple de l'inefficacité d'une aide mal ciblée. De 2002 à 2008, ce pays essentiellement agricole a reçu une aide considérable qui a atteint jusqu'à 50 % de son PIB. Mais moins de 4 % allaient à l'agriculture. En octobre 2015 lors de la conférence de Paris, les donateurs ont promis 3,4 milliards d'euros au Mali. Mais seuls 3,7 % étaient destinés à l'agriculture.

Recueilli par Antoine d'Abundo

Serge Michailof est l'auteur d'*Africanistan* aux Éditions Fayard (2015), 320 pages, 22 €.